



L'Europe au centre des tensions à Verbier

LE CHÂBLE Les 2^{es} Entretiens de Verbier ont réuni un prestigieux panel berno-bruxellois. Objet: les relations entre la Suisse et l'Union européenne, entre «interdépendance» et «impasse bilatérale».

PAR PATRICE GENET@LENOUVELLISTE.CH

Mauvais temps, mais pas d'ouragan – du moins l'espérons. La formule d'André Gergersmann, président des Amis de Verbier qui organisent samedi soir au Châble les 2^{es} Entretiens de Verbier, a donné le ton d'une soirée au centre de laquelle figurait la question de la normalisation de la relation Suisse - Union européenne (UE). Devant quelque 200 auditeurs, très majoritairement suisses, un panel de haut vol a dressé de cette relation un tableau globalement harmonieux. Mais... il y a de la vaisselle cassée, a insisté le journaliste Romain Clivaz, ancien correspondant de la RTS à Bruxelles.

Déramatiser les tensions
C'est que les récents développements dans ce dossier ont soulevé le chaud et le froid. En novembre, Commission européenne (CE) et Confédération suisse ont leur accord d'amitié après des années de négociation. Mais le 20 décembre, la CE décidait de

limiter à son accès l'intégration de la bourse suisse dans les marchés européens. Une manœuvre de discrimination selon la présidente de la Confédération d'Alain Borer, dans Leuchard, qui, dans la soirée, remettait en question le succès millénaire de coopération en faveur des États de l'Est. Samedi soir au Châble, tous ont cherché à dédramatiser, embêtant le pas du modérateur de la soirée, l'avocat bruxellois Jean Kinsman, qui parlait de «crisette» et d'accès de fièvre. «Comme dans toute bonne famille, la relation n'est

«L'UE veut de cet accord. Il y a avec la Suisse un lien d'interdépendance.»

ROMAIN CLIVAZ
JOURNALISTE, ANCIEN CORRESPONDANT
À BRUXELLES POUR LA RTS

pas exempt de tensions, mais on ne peut pas se passer de l'UE», a jugé Christophe Dubelley, conseiller d'Etat chargé de l'économie. Et le soutien de citer l'exemple de Lomax, à Viège, et de son projet à plusieurs centaines de millions de francs dans la haute montagne: «Si Lomax a décidé d'un tel investissement, c'est qu'elle croit à la capacité de ce pays d'attirer les meilleurs talents».

Nécessité d'un accord institutionnel

Tous, également, ont souligné la nécessité de conclure ce nouveau accord institutionnel, dont on ne sait encore rien, «l'UE

veut de cet accord, a insisté Romain Clivaz, directeur des affaires européennes à la Confédération. Elle veut de son emploi dépend directement de ce qui peut être vendu dans l'espace européen. Il y a un lien d'interdépendance». Un lien mis à mal par l'impasse bilatérale, selon Henri Girard: «Nous avons perdu la souveraineté faute d'avoir une réponse à cette question institutionnelle. Il faut renouer avec l'accord bilatéral. C'est ce que nous devons faire. Mais il y a des tensions», a dit l'ancien président de la Confédération. Le jour des juges (impasse) qui arbitrent les conflits entre la Suisse et l'UE. La peur de la perte de souveraineté, «il faut faire un petit sacrifice de souveraineté pour réussir à en avoir les avantages», a insisté le Mariageur. Ministre d'Etat belge, François Van Dufer a confirmé, s'appuyant sur l'exemple de son pays: «On a aujourd'hui vu au chapitre à la table des décisions ministérielles européennes. Avant, on était souverain... mais on n'avait pas

L'AVIS DE...

ROMAIN CLIVAZ
JOURNALISTE, ANCIEN CORRESPONDANT
À BRUXELLES POUR LA RTS



«C'est davantage qu'une crisette»

La situation actuelle entre la Suisse et l'Union européenne est plus tendue que ce que l'on a entendu ce soir. Pour Denis Leuchard, il n'y a plus de climat de confiance. On n'a jamais vu une présidente de la Confédération parler comme cela. C'est davantage qu'une «crisette». Même des diplomates comme Henri Girard montrent leur irritation. On peut comprendre que Bruxelles veuille aller vite, cela fait dix ans qu'ils

attendent cet accord institutionnel. Mais la Suisse craint d'être piégée par rapport au Brexit et qu'on lui admette un traitement de première après les Anglais «regarder comme c'est difficile d'être un État tiers...» Mais le Conseil fédéral devra bien un jour avoir une ligne claire sur cet accord. Aujourd'hui, ça flûte. A un moment donné, il va falloir conclure, ou arrêter les frais.

mettre tout à dire. Le but de l'UE est de créer du win-win. Le terme a été à l'ambassadeur de l'Union européenne en Suisse, Michel Mathiesen, qui s'est vu rassurant: «L'UE va mieux qu'il y a six ans, la croissance est de retour, le chômage en baisse, l'immigration légale

est mieux maîtrisée. Il a, en outre, insisté sur l'importance pour les deux côtés de «travailler ensemble», chiffrant à 1 milliard de francs leurs échanges commerciaux quotidiens, ce qui met la Suisse au 3^e rang des partenaires de l'UE derrière les États-Unis et la Chine.

1

En milliard de francs, le volume quotidien des échanges commerciaux entre la Suisse et l'UE.

Lundi 8 janvier 2018

La Suisse est dans «une impasse bilatérale»

Union Européenne Invité samedi aux entretiens de Verbier (VS), l'ambassadeur suisse estime que «les accords actuels avec l'UE s'érodent».



L'ambassadeur suisse Henri Gétaz était samedi à Verbier. *Image: Keystone*

La Suisse est dans «une impasse bilatérale» et ses accords avec l'Union européenne «s'érodent», a estimé samedi au Châble (VS) l'ambassadeur suisse Henri Gétaz. La perspective d'un rapide accord institutionnel pour avancer est mise en doute par Christophe Darbellay.

Invitées à la deuxième édition des entretiens de Verbier (VS), différentes personnalités ont analysé l'état des relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) et essayé de dessiner

leur avenir. Si pour certains, l'année 2017 s'est révélée malgré tout «positive», d'autres livrent un constat plus alarmant.

Impasse stratégique

Au niveau institutionnel, «nous sommes dans une impasse bilatérale, dans une impasse stratégique grave», a affirmé Henri Gétaz, chef de de la Direction des affaires européennes au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

En plus, «les accords actuels avec l'UE s'érodent». Les entreprises suisses demandent des mises à jour pour rester compétitives avec celles de l'UE et maintenir les équivalences. «Nous n'avons pas conclu d'accords depuis 10 ans» et les inconvénients se multiplient avec des délocalisations et des pertes de croissance.

Reconfirmer le bilatéralisme

Pour sortir de l'impasse, il faut parvenir à conclure l'accord institutionnel demandé par Bruxelles et «reconfirmer ainsi la voie bilatérale». Les questions les plus difficiles restent à trancher et il manque «une résolution politique de part et d'autre» pour y parvenir.

Ce sujet est sur la table depuis une décennie. «Il faut passer l'épaule ou renoncer, il y a un ras-le-bol politique interne suisse. Le moment politique (du choix) est en train d'arriver», a estimé l'ambassadeur.

Pas de précipitation

Le conseiller d'Etat valaisan Christophe Darbellay a reconnu l'importance de cet accord, mais s'est voulu réaliste. «Je ne cède pas à l'optimisme de certains qui pensent parvenir rapidement à une relation normale.» Il se référait notamment aux récentes déclarations du président du Parti socialiste Christian Levrat, qui veut une votation sur le sujet en mai 2019, avant les élections fédérales.

Christophe Darbellay a rappelé qu'il faudrait vraisemblablement faire accepter par le peuple le milliard de cohésion ainsi que le nouveau projet de réforme de la fiscalité des entreprises. De plus, deux initiatives de l'UDC sont sur la table: «les juges étrangers» et la fin de la libre-circulation.

Condition sine qua non

A ses yeux, l'accord institutionnel est repoussé de fait jusqu'à 2020. Quelques minutes auparavant, l'ambassadeur de l'UE en Suisse Michael Matthiessen avait été clair sur ce point: un tel accord est une condition sine qua non pour que tout le reste avance et qu'il y ait un accès au marché européen pour la Suisse.

L'UE vient d'ailleurs de hausser le ton: elle a accordé une équivalence à la bourse suisse pour une année et la Suisse a été placée sur une liste grise dans l'attente de progrès sur ses particularités fiscales. (ats/nxp)

Créé: 06.01.2018, 21h47

Les relations Suisse-UE «dans l'impasse»

Diplomatie Lors de la 2e édition des entretiens de Verbier (VS), des participants ont analysé l'état des relations entre la Suisse et l'Union européenne.

La Suisse est dans «une impasse bilatérale» et ses accords avec l'Union européenne «s'érodent», a estimé hier au Châble (VS) l'ambassadeur suisse Henri Gétaz. Les entreprises suisses demandent des mises à jour pour rester compétitives avec celles de l'UE. «Nous n'avons pas conclu d'accords depuis 10 ans» et les inconvénients se

multiplient avec des délocalisations et des pertes de croissance, selon Henri Gétaz, chef de la Direction des affaires européennes au Département fédéral des affaires étrangères.

Pour sortir de l'impasse, il faut parvenir à conclure l'accord institutionnel demandé par Bruxelles et «reconfirmer ainsi la voie bilatérale». Ce sujet est sur la table depuis une décennie. Le conseiller d'État valaisan Christophe Darbellay a reconnu l'importance de cet accord mais s'est voulu réaliste: «Je ne cède pas à l'optimisme de certains qui pensent parvenir rapidement à



Le conseiller d'État Christophe Darbellay (VS) ne cède pas à l'optimisme.

une relation normale.» Pour mémoire, le président du PS Christian Levrat veut une votation sur le sujet en mai 2019, avant les élections fédérales. Christophe Darbellay a rappelé qu'il faudrait vraisemblablement faire accepter par le peuple le milliard de cohésion ainsi que le nouveau projet de réforme de la fiscalité des entreprises. Mais pour l'ambassadeur de l'UE en Suisse Michael Matthiessen, un tel accord est une condition sine qua non pour que tout le reste avance et que la Suisse ait un accès au marché européen. **ATS**

Kristina/Dominic Steinmann

2. On
d'inter
un vol
seulen
Vous e

Plutôt
non

2.6
San
avi

Ce son
entre le
Market
person
silenc
porté s
déclar